Rapport d'activité

par Hugues Van Bésien*

Au cours de l'exercice concerné, la réflexion et l'action de la section des bibliothèques publiques ont malheureusement trouvé leur unité dans la défense du service public de la lecture, confronté à des menaces graves et multiples.

Le Conseil d'administration s'est réuni cinq fois, pour traiter ces dossiers, relayé ensuite par les réunions de bureau, la participation au conseil national, l'action des membres du conseil.

Au sein du conseil, certains collègues se sont plus particulièrement chargés de certaines questions : Francine Thomas des relations avec les élus, Christine Peclard et Martine Pringuet de la formation ; Agnès Chevalier, Danielle Taesch des relations avec les adhérents ; Caroline Rives et Nic Diamant des journées d'études ; Emmanuel Dousset et Thierry Jelmini des relations extérieures, Agnès Chevalier et Nic Diamant du *Bulletin*.

Les problèmes concernant les atteintes au pluralisme par le Front national et la perspective d'une loi sur les bibliothèques annoncée par le ministre de la Culture au congrès de Paris en juin 1996 (cf. Bulletin n°172 du 3e trimestre 1996) ont naturellement été abordés en étroite liaison avec la Présidente et avec le bureau national de l'Association.

A partir de l'été 1996, nous avons réagi aux atteintes au pluralisme des collections commises par les municipalités Front national en particulier celle d'Orange, en bénéficiant d'une couverture de presse alors exceptionnellement bonne et des informa-

tions transmises par les collègues du groupe Provence-Alpes-Côte-d'Azur dont Martine Pringuet se faisait l'écho au sein du conseil de la Section.

La pétition lancée à la rentrée, la publication d'une lettre ouverte dans la presse nationale furent largement initiées et portées par la section des bibliothèques publiques, qui a par ailleurs manifesté sa solidarité aux collègues d'Orange et de Marignane. Le conseil, de séance en séance, s'est souvent fait l'observatoire, l'analyste des menées du Front national. Il convient que, pour jouer ce rôle, l'information continue d'être transmise par tous ceux qui y ont accès. Inévitablement, et même si ce n'était pas son seul sujet, la question des atteintes politiques au pluralisme a resurgi au coeur des débats lors de la journée d'étude organisée à la BPI le 18 mars 1997.

Une autre question majeure, autre atteinte aux principes et au fonctionnement du service public, a été traitée de façon régulière : celle du droit de prêt et, plus largement, des restrictions d'accès et d'usage à l'information que divers groupes de pression ont tenté et tentent encore d'instaurer au niveau international à l'occasion de la révision de la Convention de Berne concernant le droit d'auteur et au niveau national, avec les prises de position du Syndicat National de l'Edition en faveur d'un droit de prêt perçu sur l'utilisateur (cf. *Livres Hebdo* n°239 du 7 mars 1997). Au cours du conseil tenu le 10 mars 1997, la section a voté à l'unanimité le refus de principe du prêt payant.

Les atteintes au service public de la lecture, ce fut aussi, de façon récurrente depuis 1992, l'observation de la

* Secrétaire de la Section des bibliothèques publiques (SBP).

disparition progressive de l'appareil de formation professionnelle, la déqualification rampante produite par les nouveaux statuts, qu'il s'agisse de l'évolution du contenu des formations dispensées par le CNFPT et par les IUT, ou des difficultés d'accès aux formations de qualité qui subsistent, en particulier à l'IFB.

Ce fut également, parmi les affaires plus locales dont nous avons été saisis, notre inquiétude face à la situation instaurée dans le département de l'Orne par la passation entre le département et l'association Culture et Bibliothèques pour tous, d'une convention qui a été interprétée par la majorité du conseil et par l'association des directeurs des bibliothèques départementales, comme un transfert des compétences et des missions d'un service départemental de lecture vers une association loi 1901.

Ce problème local est venu illustrer la constatation, également formulable à propos des hôpitaux et des prisons ; l'absence de répartition des compétences entre les collectivités, le flou dans la définition des missions des services publics de la lecture sont lourds de dangers pour ceux-ci et pour les publics.

L'absence de garanties législatives, l'attente de ces garanties de principe ont marqué l'essentiel de notre action au cours de cet exercice. Aucun de ces débats n'est clos.

Avant de mettre un point final à ce rapport, je voudrais remercier au nom de toute la section Caroline Rives, secrétaire adjointe et bien plus que cela — pour ses qualités intellectuelles, pour ses connaissances en matière de banque de données, de bibliothèques de jeunesse; elle s'est montrée également infatigable pour des journées

d'étude; j'arrête là son éloge... — qui a décidé de ne pas solliciter de nouveau mandat parce que son activité professionnelle l'a éloigné des bibliothèques de lecture publique.